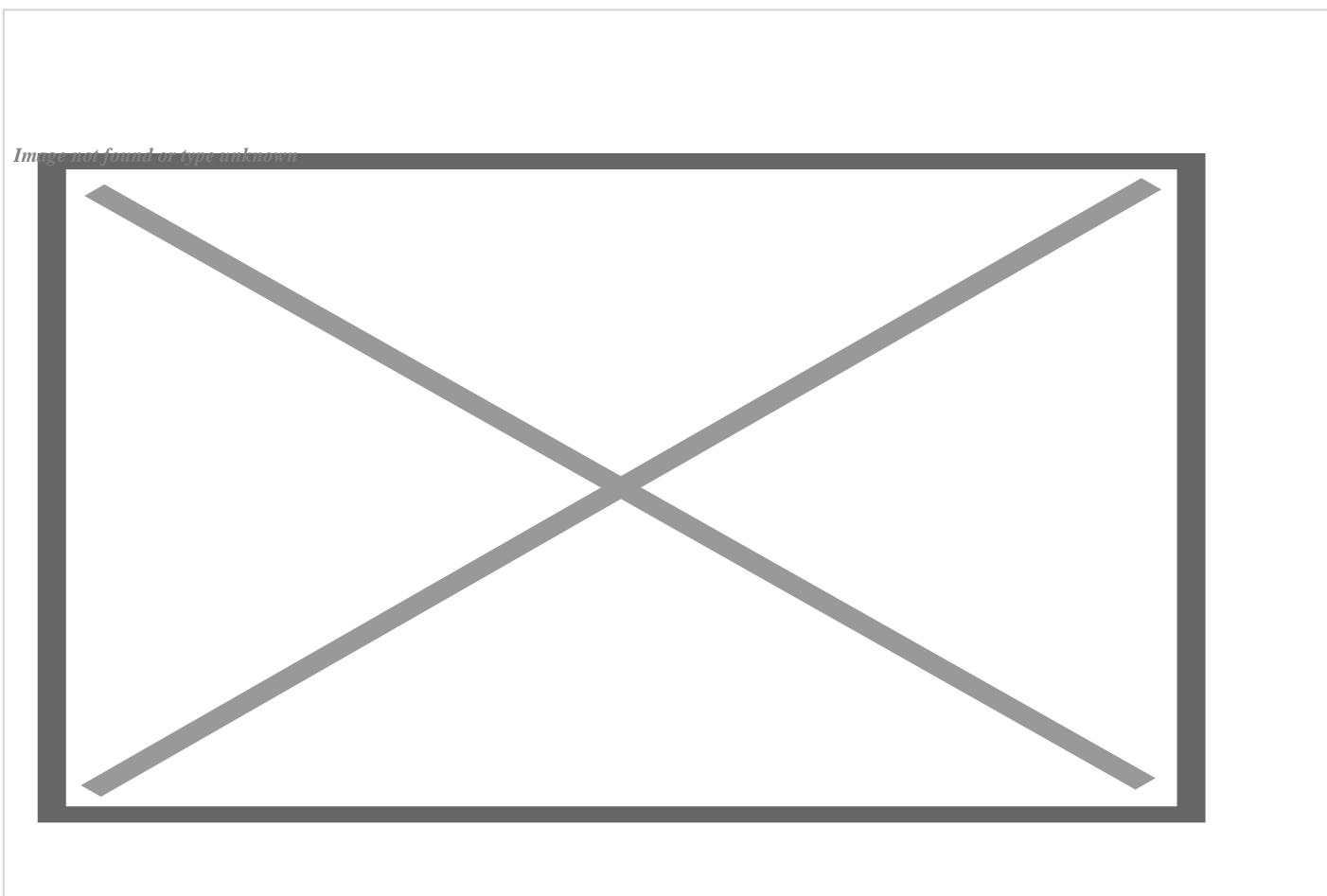


Malgré les difficultés et les tensions, les pourparlers de paix se poursuivent en Colombie



par María Josefina Arce

La politique de paix totale développée par le gouvernement du président Gustavo Petro en Colombie a été confrontée à de nombreux défis et tensions au cours des derniers mois ; cependant, le processus est vivant et progresse dans la nation sud-américaine.

En témoigne la journée de dialogue pour la transformation territoriale qui s'est tenue récemment à San Vicente del Caguán, dans le département de Caquetá, afin de déterminer les actions à mener par l'État pour répondre aux besoins des communautés.

Des fonctionnaires du gouvernement et des représentants d'organisations sociales, indigènes et paysannes ont participé à la réunion, qui s'est déroulée conformément aux accords du quatrième cycle de la table de paix entre le gouvernement et l'état-major central, qui s'est tenu début mars dans la

municipalité colombienne de San José del Guaviare.

Cela confirme la volonté de faire avancer les négociations entre les autorités et le groupe qui faisait partie des défuntes Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple, après des moments de tension qui ont même conduit le président Petro à ordonner la suspension du cessez-le-feu bilatéral le 17 mars.

Cette décision faisait suite à une attaque de ce groupe contre la minga indigène qui revenait de Cali après avoir manifesté son soutien au président lors d'un rassemblement de masse.

Toutefois, lors d'une réunion extraordinaire tenue au début du mois, les deux parties ont décidé de poursuivre les pourparlers de paix, tout en réitérant les engagements pris depuis la création de la table de négociation le 16 octobre 2023.

Le gouvernement du président Gustavo Petro a dû surmonter de nombreux obstacles dans sa responsabilité de ramener la paix et la réconciliation sur le territoire colombien, et de mettre en œuvre l'accord de paix historique de 2016 entre le gouvernement du président de l'époque, Juan Manuel Santos, et l'ancienne guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo).

L'effort déployé a été important et cela est reconnu dans le dernier rapport de la Mission de vérification de l'ONU, qui souligne les actions visant à respecter l'accord de La Havane, après la stagnation enregistrée sous le mandat d'Iván Duque de 2018 à 2022.

Le texte, qui se réfère à la période allant du 27 décembre 2023 au 26 mars de cette année, souligne les progrès encourageants dans la mise en œuvre de la réforme rurale intégrale, avec la livraison de terres à de nombreuses familles paysannes.

Il souligne également les initiatives de dialogue des autorités colombiennes avec d'autres groupes armés, en particulier avec l'Armée de libération nationale insurgée, avec laquelle elles ont tenu le sixième cycle de négociations à Cuba du 22 janvier au 6 février.

Même s'il reste beaucoup à faire, le président colombien a démontré sa ferme volonté de ramener la paix et de panser les plaies d'une Colombie exsangue depuis des décennies de conflits armés.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/352019-malgre-les-difficultes-et-les-tensions-les-pourparlers-de-paix-se-poursuivent-en-colombie>



Radio Habana Cuba